

**MALAUCENE.** Les salariés et les syndicats rejettent le plan social ; « l'entreprise peut et doit être sauvée ».

# Papeteries, le bras de fer s'engage

■ Bobines de papier, mises au rebut, déroulées sur le sol et accrochées aux arbres, palettes et bidons jonchant la cour, bloquant l'accès aux bureaux, c'est sous les huées et sifflets qu'Yves Mothay (DRH du groupe américain Schweitzer-Mauduit) et membres de la Direction ont été « accueillis » mardi dernier. L'usine est restée à l'arrêt toute la journée pour suivre le déroulement des discussions avec le Comité d'entreprise, concernant la fermeture des Papeteries, annoncée brutalement en avril dernier.

## Rejet en bloc

Le point essentiel de la réunion, entrant le cadre légal de la procédure d'information-consultation, était la présentation du rapport de l'expert-comptable du C.E. (Cabinet Secafi) : s'appuyant sur ses conclusions, les élus salariés ont rejeté « la justification économique des licenciements » et de ce fait ont refusé de discuter des modalités d'accompagnement.

Pointant « la préméditation », les syndicats n'excluent pas d'avoir recours à la justice (avec demande de référé auprès du tribunal) mais « pas pour l'instant ; la Direction doit revoir sa copie ; après on décidera ».

## Une stratégie délibérée

La Direction veut aller vite, alors que les syndicats tentent de repousser l'échéance à la fin de l'année.

Mais tout, selon ces derniers, est fait pour décourager les clients : hausse brutale des prix ; valse hésitation sur l'arrêt de la production alors qu'un client, le 4/08/2008, proposait un contrat de 3 ans pour 1000 tonnes/an.

Le non renouvellement depuis de nombreuses années de l'appareil de production irait dans le même sens.

Un soupçon qui se base aussi sur le fait que l'entrepreneur n'a pas

permis à l'expert de boucler son étude en ne lui donnant pas la méthode de calcul du retour sur investissements, non plus que les coûts du projet de fermeture... Pourtant, elle risque de revenir très chère avec la dépollution du site qui devrait s'élever à une somme conséquente ; ce qui fait dire « au lieu de payer pour détruire, démanteler le site, cet argent pourrait servir aux investissements dans l'outil de production ». En conséquence, les représentants des salariés ont demandé à l'unanimité l'arrêt total de la procédure d'information-consultation. Deux motions ont été votées à l'unanimité par les élus du C.E (CGT, FO, CFDT).

## La fermeture reste programmée pour septembre

De son côté, la direction campe sur ses positions et persiste dans

sa démarche de « boucler rapidement » ; dans un communiqué, est proposée en plus de celle, légale, du 9 juin, une réunion supplémentaire le 30, toujours sur le « plan social » ; un « Point d'information-conseil » est mis en place et des départs « anticipés » sous certaines conditions seront autorisées.

Concernant les commandes, la Direction reconnaît qu'elles portent jusqu'à fin juin, mi-juillet, et qu'il y a des réservations qui peuvent aboutir à un mois supplémentaire ; d'autres pourraient intervenir mais l'arrêt de production reste ferme pour septembre.

La Direction se déclare consciente des cas sociaux que cette décision provoque mais affirme qu'elle « n'y peut rien face à la prépondérance du marché ».

PLM

## Sur le terrain des politiques

■ Apprenant par nos soins que les élus de la Région et du Département souhaitaient la désignation d'un cabinet indépendant pour la recherche de repreneurs, car le cabinet Altédia a été choisi unilatéralement par l'employeur, M Yves Mothay, Directeur ressources humaines, ne s'y déclarait pas opposé.

Mais sollicitée par la Région et le Département, la Communauté de communes du Comtat-Venaissin (CoVe), dont Malaucène fait partie, vient d'émettre un « avis défavorable quant au financement d'une étude supplémentaire ».

Une décision prise par la majorité de droite que regrette fortement les élus, Pierre Meffre, conseiller régional PS et Xavier Bernard, conseiller général (divers gauche), « l'indépendance totale du bureau d'études » leur paraissant avoir plus de chances de trouver des so-

lutions de reprise.

Le fait qu'Altedia ait eu comme PDG-fondateur Raymond Soublie, conseiller du président Sarkosy, et ait été « recommandé » par le député UMP Thierry Mariani éveille une certaine suspicion de « parti pris »...

De son côté, le maire de Malaucène, Dominique Bodon UMP, un ancien des Papeteries, tout en se disant prêt à aider les syndicats et les élus dans leur démarches pour sauver le site, a refusé sa signature au comité de soutien par « crainte de récupération » (voir notre édition d'hier).

Lequel comité « ouvert à tous », regrette que la Cove ne s'engage pas finalement pour faciliter la recherche d'un ou de repreneurs et souligne que les nouvelles commandes des clients sont bien la preuve de la capacité industrielle et spécifique des Papeteries.